

Menaces sur la liberté de la presse

Le siège du journal d'«Echos du Nord» pris d'assaut par la police de la junte

Par Jean Michel Sylvain

Il est 9 h 30 ce jeudi 3 novembre 2016. Les journalistes qui doivent monter les deux éditions du lendemain « Faits Divers » et « Echos du Nord » n'étaient pas encore présents sur les lieux pour la majorité. Seul le personnel administratif qui arrive d'ordinaire à 7h30 était dans les locaux. C'est à ce moment qu'un escadron de la police de la junte, appartenant officiellement à la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) a fait irruption dans les locaux de Nord Edition. Ils sont venus à bord de six véhicules banalisés. Le directeur général de la DGDI était lui-même présent lors de l'intervention. Il a suivi le déroulement de cette opération totalement illégale à bord d'un VX grand luxe blanc, garé non loin de là.



La voiture des policiers en planque devant le siège de Nord Edition

Le responsable du service marketing de Nord Edition Sarl, qui ne comprenait pas les raisons d'une telle intrusion, a demandé aux intéressés s'ils étaient munis d'un mandat pour débarquer ainsi dans les locaux d'un journal. Pour toute réponse, le policier de la junte qui dirigeait les opérations lui a clairement signifié qu'« ils étaient de la police, comme tel, ils n'avaient pas besoin de mandat ». Une indication qui en dit long sur le niveau de la dictature qu'est en train d'installer BOA au Gabon avec l'appui de Manuel Valls et du reste de la communauté internationale.

Une fois dans les bureaux du journal, les hommes de la junte n'ont pas caché l'objet de leur traque. Mettre la main sur le directeur de la Rédaction et le rédacteur en chef. Les autres responsables étant absents de Libreville depuis quelques semaines. Sans oublier que le directeur de publication est en exil en France depuis décembre 2014 après avoir subi une brutalité policière similaire.

Les hommes de la police de la junte n'ayant pas pu mettre la main sur les responsables de la rédaction, ont alors entrepris de

prendre en otage l'ensemble du personnel administratif. Le responsable du service marketing et son adjoint seront embarqués. Le responsable des engagements et tout son staff seront également embarqués. Une journaliste affectée au site internet echosdunord.com qui venait d'arriver, n'ayant rien à voir avec la rédaction d'Echos du Nord papier, sera malgré tout embarquée. Il en sera de même d'une autre journaliste du journal « Faits Divers » qui partage les mêmes locaux qu'Echos du Nord. Alors qu'elle n'intervient en rien également dans la rédaction d'Echos du Nord. Le plus absurde dans cette rafle opérée sous le contrôle du DG Embinga est qu'une femme de ménage a également été embarquée. Malgré qu'elle arbore toujours une blouse de travail qui indique à tous les raisons de sa présence en ces lieux. Cela n'a pas suffi aux hommes de BOA. Sans doute pensent-ils que cette femme assiste aussi aux conférences de rédaction où sont décidés les sujets des articles. Comme à leur habitude, les hommes de la junte n'ont pas hésité à utiliser la manière forte pour convaincre tout ce beau monde de les suivre. Avant de partir, les policiers de

la junte ont laissé un véhicule stationné devant les locaux. Sans doute pour appréhender d'autres membres de l'équipe de Nord Edition qui seraient arrivés un peu plus tard au bureau. Il a fallu l'intervention de l'actuel vice-président du Sénat, Jean Christophe Owono Nguema, sur les lieux pour dissuader cette équipe de battre en retraite. Le sénateur, qui n'a pas supporté un tel déni de la liberté de la presse est passé fermer les locaux. Une manière d'indiquer aux policiers de faction qu'il y aurait plus d'activité à cet endroit durant un bon moment.

Reste que le coup est rude pour Nord Edition qui se voit ainsi décapité de sa force administrative. Elle a une expertise qui a permis aux journalistes de se concentrer sur l'essentiel. Ce sont des jeunes Gabonais pleins de talents qui étaient tous au chômage et qui ont su mettre leur énergie au service du développement de l'entreprise. La place qu'occupent actuellement les journaux du groupe est due en grande partie à leur contribution. Personne ne sait dans quel état d'esprit ils reviendront à l'entreprise après cette agression. Surtout que tous, autant qu'ils sont, n'ont jamais eu affaire à la police.

Témoignage de Raïssa Oyasseko, rédactrice en chef « Ils m'ont attaché les mains et les pieds, m'ont accrochée à une barre et me balançaient de gauche à droite... »

« Je venais de déposer l'enfant à l'école, aux environs de 8 heures, lorsque trois hommes armés, à visage découvert sont entrés chez moi. « Madame Raïssa levez-vous, nous sommes venus vous chercher », m'ont-ils dit d'un ton ferme. Je leur ai demandé : « Avez-vous un mandat d'arrêt ? » Réponse : « Nous sommes du Cedoc, nous n'avons pas besoin de mandat. » « Laissez-moi au moins le temps de mettre une tenue confortable pour que je puisse vous suivre », ai-je ajouté. Réaction : « Non, Madame, suivez-nous c'est tout ! » Heureusement que mon mari, se trouvant dans la chambre, a entendu les cris et a agi avec promptitude. Il m'a rejointe et a réussi à calmer les agents en leur demandant de me laisser le temps de m'habiller. « Messieurs, laissez-lui le temps de s'habiller. Elle va vous suivre », leur a-t-il fait comprendre. Partie de chez moi à 8 h 30, je n'ai pas été violentée. Une fois au

Cedoc, le lieutenant chargé de l'enquête est venu me poser des questions, voulant exactement savoir qui était la source et l'auteur de l'article sur le général. Je lui ai dit que je ne connaissais pas. Mais, comme ils ne me croyaient pas, ils m'ont bâillonnée, ont commencé à me donner des coups sur la plante des pieds. Ils voulaient savoir le rapport que j'entretenais avec Marc Ona Essangui et Georges Mpaga. Je leur ai dit qu'ils sont de la société civile. Sachant déjà que mon compagnon était Sosthène Nguema Nguema, ils ont fait le lien et se sont mis à me tabasser à nouveau. Ils m'ont placée sur les tables-bancs qu'ils appellent pont. A l'aide d'un tuyau noir dans lequel il y avait un bois, ils m'ont donné des coups aux fesses, cuisses, à la plante des pieds. Sous la torture, ils m'ont contraint de leur donner mon mot de passe pour voir avec qui j'échange le plus souvent. Ils ont voulu savoir qui a écrit l'article sur le général du Cedoc. La torture a duré une heure. Et je suis, malgré tout, res-

tée ferme sur ma position, réitérant ma méconnaissance au sujet de la source de cet article.

Autour de 13 heures, j'ai rencontré le général dans une salle de réunion. Il m'a clairement dit qu'il n'avait pas de problème avec moi et qu'il voulait juste savoir qui était notre source au sujet de cet article. Je lui ai dit que chaque journaliste a ses sources et que je ne pouvais pas connaître les sources de celui qui a fait l'article. Je lui ai répondu comme au précédent que je n'en savais rien.

Sous la torture précisément, ils m'ont attaché les pieds et les mains, ils ont mis un fer entre mes pieds et mains, ils m'ont accrochée au pont, en me battant. Deux hommes étaient placés de part et d'autre. Ils me balançaient alors l'un vers l'autre, chacun me maintenant un moment, puis me relançant vers l'autre qui en faisait autant. Je n'ose pas dire l'atrocité de la douleur.

Jusqu'à présent, je n'arrive toujours pas à bien marcher, et tout mon corps est endolori.»



Transcription du Certificat Médical

1. Traumatisme des deux poignets avec des ecchymoses semi-circulaires, des douleurs aiguës des deux index gauche et droit; des paresthésies (troubles de la sensibilité désagréables) des deux mains, une impotence (privé de mouvement) fonctionnelle relative
2. Traumatisme fermé de la région pelvienne, avec des métrorragies (hémorragie utérine qui se produit en dehors des règles) post-traumatiques nécessitant une exploration échographique
3. Traumatisme du membre inférieur gauche avec une volumineuse ecchymose (9,5 cm x 14 cm) située à la face postérieure de la racine de la cuisse avec un important hématome sans lésionnel; les douleurs aiguës et une impotence fonctionnelle relative de ce membre
4. Traumatisme fermés des deux plantes des pieds avec douleurs aiguës accentuées par l'appui; impotence traditionnelle relative.
5. Incapacité de travail de 21 jours

Attaque barbare contre Nord-Edition

Célestin Embinga a voulu sauver sa tête

Par DE

La descente musclée des hommes de la junte dans les locaux de la société Nord Edition avait un objectif : savoir qui se cache derrière les nombreuses sources des rédacteurs des journaux du groupe. Pour cela, il fallait arrêter chaque journaliste, saisir leur matériel de travail-téléphones et ordinateurs-, pour obtenir les codes de leurs boîtes email ou comptes facebook, twitter... Dans tous ces éléments figurent des indices qui pourraient permettre de remonter à toutes les sources des journalistes des rédactions d'Echos du Nord et de Faits Divers. Ce sésame, Célestin Embinga voulait l'offrir à BOA comme gage de son efficacité pour se maintenir à la tête

de la très lucrative Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) ex-Cedoc. L'homme sait que ces ennuis ne viennent pas de loin. La prospérité financière de l'ex-Cedoc est au centre de cet enjeu dont Nord Edition n'aurait été qu'une victime collatérale. Beaucoup de putschistes ne veulent plus de cet officier à la tête de la juteuse DGDI. Ils veulent placer un des leurs qui est du reste identifié, mais dont nous taisons le nom pour « ne pas anéantir ses chances ». C'est un homme qui est au cabinet « élargi » de l'actuel DG. Il a ses entrées dans tous les cercles qui comptent au sein du pouvoir putschiste. Peut-être qu'en menant cette opération de torture en direction des journalistes, les hommes de main de Célestin Embinga avait le

secret espoir de voir surgir le nom de « ce rival » dans les données recueillies par la torture auprès des journalistes, administratifs et femme de ménage de Nord Edition.

La junte a planifié son opération en trois étapes. 4 journalistes des rédactions d'Echos du Nord et Faits Divers pré identifiés ont d'abord été approchés. Contre des promesses d'argent et de poste, ils ont joué le rôle de taureau au sein de l'entreprise. Ils devaient dévoiler les comptes mails, les numéros de téléphones et les véritables identités des reporters qui ne signent pas de leur propre nom. L'objectif étant d'écouter tout ce beau monde et de pouvoir ainsi facilement remonter jusqu'à leurs sources. A défaut, pouvoir les enlever et obtenir par la torture les mêmes informations. Visiblement

les quatre apprentis agents doubles de Nord Edition n'étaient pas très efficaces dans la fourniture de ces renseignements. La junte a alors décidé de passer à une autre étape.

C'est ainsi que le gérant de Nord Edition a été approché. Contre plusieurs dizaines de millions de francs Cfa- le contact a parlé de 200 millions de FCFA au moins, selon nos sources-, et un poste prestigieux dans une représentation diplomatique aux Etats-Unis ou au Canada, en échange, l'intéressé devait procéder aux licenciements du directeur de publication Désiré Ename et du directeur de la rédaction de Faits Divers Jonas Moulenda. Il devait procéder par la suite aux nominations à ces postes de deux journalistes envoyés par la junte. Conscient de la brutalité de la junte,

le gérant a préféré « disparaître » de Libreville sans laisser de traces, mêmes à ses proches amis, pour éviter qu'une telle alternative qui signifie la dislocation des titres, ne soit imposée à sa société. La traque actuelle que mènent les hommes de Célestin Embinga contre lui est sans doute motivée par cela. Au point qu'ils ont promis à certains journalistes qui avaient été arrêtés et torturés par leurs soins, qu'au besoin ils « n'hésiteraient pas à arrêter sa femme pour le contraindre à venir ». Une déclaration qui en dit long sur le traitement particulier que pourrait subir cet homme si par malheur la junte lui mettait la main dessus.

N'ayant pas pu prendre le gérant, les hommes de la junte ont alors entrepris d'intervenir brutalement en embarquant tout le monde. C'est

la troisième étape. Après avoir obtenu le blanc-seing de BOA, Célestin Embinga a envoyé ses hommes à l'assaut de Nord Edition. Il est venu lui-même superviser toute l'opération, assis dans son Toyota VX de couleur blanche. Il croyait agir avec la bénédiction de BOA. Mais celui-ci lui a plutôt tendu un piège qui va bientôt se refermer sur lui. BOA va se servir de toutes les récriminations et condamnations que suscite cet acte pour lui faire comprendre qu'on ne peut pas garder un chef d'unité aussi décrié à l'échelle mondiale. Célestin Embinga n'a pas vu cet aspect des choses. Il a sauté sur l'os aveuglément, sans se douter qu'il pouvait être empoisonné par son maître, BOA.